

Pitoyable asservissement des intelligences

■ Le ballet diplomatique déployé au Congo suggère que les ingérences étrangères sont déterminantes dans la tragédie qui décime le pays. Les élites politiques nationales sont aussi responsables.

Cooptés dans les hautes sphères du pouvoir, les universitaires optent – ou sont contraints d’opter – souvent, intellectuellement, pour le mandarinat. Ils servent ainsi de relais et de caution technocratique aux convoitises étrangères les plus sordides. Sidéré, le peuple congolais assiste au désolant spectacle d’une fraction des universitaires avachis et rivalisant d’esbroufe pour célébrer un culte d’adoration au chef de l’Etat, érigé en une vertu civique. Engluée dans une piteuse supercherie intellectuelle, leur démarche proscribit tout débat contradictoire et fait de l’esprit critique un crime de lèse-majesté.

Eloges excessifs

A titre indicatif, relevons entre autres l’ouvrage collectif “Kabila et le réveil du géant” (s/d de Lambert Mende). Rivalisant de pusillanimité, ce panégyrique s’emploie, en réalité, à clouer au pilori l’initiative “Kabila Désiré” du ministre Tryphon Mulumba et à contrer les ambitions d’un autre laudateur, Boshab. Celui-ci s’est illustré en 2003 en publiant un ouvrage dont les arguties juridiques – fondées sur un raisonnement spécieux – justifient la négation de l’Etat de droit. Le chef de l’Etat en a fait le socle de ses pratiques politiques: incruster dans l’édifice institutionnel l’instabilité constitutionnelle; la tutelle politique sur le judiciaire et l’inanité d’un pouvoir dépourvu d’une lucide vision.

Frivolité et esprit de lucre... tel est le fil conducteur de ces deux ouvrages et des diverses initiatives émanant de la

basse-cour du pouvoir. Préoccupés de faire fructifier des rentes de situation, les auteurs font l’impasse sur l’impéritie d’un leadership dont l’intrusion dans le champ politique résulte des conquêtes militaires

étrangères et qui ne s’est affirmé que par une pesante tutelle extérieure.

Abasourdi, le peuple congolais s’interroge sur cet asservissement des intelligences alors que pendant des décennies, les engagements intellectuels des étudiants ont suscité un immense espoir dans la société congolaise qui s’est persuadée qu’elle pouvait compter sur des élites universitaires dont la conscience politique a été aiguisée par un militantisme clairvoyant. Il est, cependant, réconfortant d’observer qu’une politique délibérée d’asservir les intelligences et de réprimer politiquement les universitaires refusant toute flagornerie pour ne pas encenser le Prince régnant n’a nullement anéanti le sens de l’engagement intellectuel de nombreux universitaires.

Engagement universitaire et... politique

Le dévoilement de l’université et des universitaires congolais ne peut s’analyser correctement que si l’on tient compte aussi bien des contradictions qui ont émaillé l’accès des Congolais à l’enseignement universitaire que des politiques d’asservissement des universitaires entreprises par le régime Mobutu; particulièrement depuis l’institution des “Collèges des commissaires généraux” en 1960; l’assassinat des étudiants le 4 juin 1969 dans

les rues de Kinshasa; leur embrigadement dans l’armée en 1971, ainsi que le “coup d’Etat académique” qui ont amplifié les effets pervers des logiques coloniales en matière d’enseignement. Rabaissée au niveau d’un organe du Parti unique, l’université

“doit justifier le régime, le consolider et amplifier ses actions”.

Ces contradictions pervertirent la démarche des promoteurs: dès ses débuts, l’enseignement universitaire fut un enjeu politique entre groupes d’intérêts rivaux voulant contrôler à leur profit les élites congolaises.

En faisant de l’engagement intellectuel une dimension essentielle de leur formation universitaire et en inscrivant l’analyse critique de l’université au cœur de leurs engagements, les étudiants congolais entendaient structurer l’université en un cénacle d’intellectuels qui soient acteurs de développement et de l’émancipation du pays du joug (néo)colonial.

Eradiquer un schéma sinistre et répétitif

Pitoyablement, ce sinistre schéma se reproduit depuis 1997. Il faut ardemment s’employer à l’éradiquer afin d’éviter le recyclage de la ténébreuse expérience du “Collège des commissaires généraux”. Depuis lors, pour de nombreux universitaires, la férule d’un homme fort – Guide, Mzee Rais – est un postulat pour intégrer le champ politique. Le pays avait – a toujours – besoin des cadres universitaires dont les compétences scientifiques répondraient efficacement aux demandes sociales des populations congolaises pour qu’elles s’assument et s’assurent un mieux-être individuel et collectif florissant. Mobutu, quant à lui, avait besoin d’idéologues pour théoriser ses pratiques culturelles et

élaborer un corpus doctrinal qui lui a permis d'accroître son pouvoir grâce à l'efficacité symbolique de cet impressionnant arsenal idéologique. Il a réussi ainsi à occulter la véritable nature de son pouvoir ainsi que la perversité de son projet de société.

Kabila se délecte de recycler cet

héritage tordu. Affirmons notre détermination à faire fructifier les fabuleux trésors culturels de l'histoire intellectuelle des Congolais afin de faire de l'université un lieu d'élaboration critique des savoirs; un pôle dynamique des recherches scientifiques et un foyer de créativité fertilisant les expressions culturelles pour que les Congolais disposent des matériaux culturels afin de se ménager un espace intellectuel qui leur permette d'exercer avec discernement une citoyenneté responsable.

**Rabaissée au
niveau d'un organe
du Parti unique,
l'université "doit
justifier le régime,
le consolider et
amplifier
ses actions".**

sciences sociales,
collectif des
intellectuels
congolais Défis
(Paris).

ANICET MOBE
Chercheur en